

imposé une taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction. C'est une taxe inique, qui augmente le coût des maisons dont on a tant besoin. L'industrie de la construction s'en ressent vivement. Les Canadiens paient pour ces matériaux 11 p. 100 de plus que leurs voisins du Sud.

Il n'y a pas un homme d'affaires, quelle que soit l'importance de son entreprise, qui ne refuse actuellement à prendre quelque initiative pour accroître ou stimuler ses affaires, car il ignore de quelle façon les propositions fiscales du Livre blanc l'atteindront si on les met à exécution. Ce Livre blanc est une épée de Damoclès pour les hommes d'affaires canadiens. Non content de cela, le gouvernement a haussé les taxes. Il a imposé la surtaxe de 3 p. 100. Sa mise en vigueur ne devait durer qu'un an mais elle a duré trois ans. L'économie du pays a été freinée on ne peut plus. Si le gouvernement avait pu se rendre compte des répercussions sur l'économie du Livre blanc sur les propositions fiscales, il ne se serait pas donné la peine de recourir aux autres formes de restrictions, car elle aurait suffi à elle seule à ralentir l'économie et à enrayer l'inflation.

● (8.30 p.m.)

Le gouvernement a créé la Commission des prix et des revenus pour voir comment elle pourrait enrayer l'inflation. A mon avis, elle a trop bien réussi. En consultant la statistique sur l'augmentation des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE, on constate qu'elle s'établit à 1.7 p. 100 au Canada, à 8.6 au Japon et à 4.1 en Allemagne. Le Japon et l'Allemagne ont le plein emploi. Tous deux importent de la main-d'œuvre. Ils invitent les gens à aller travailler chez eux à titre d'invités. Et pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas assez d'ouvriers. Je dirais donc que nous avons trop bien réussi à enrayer l'inflation. En ce faisant, nous avons créé beaucoup de chômage. M. Young, qui a comparu devant le comité encore cette semaine lorsqu'on y étudiait les prévisions budgétaires, a déclaré ceci:

... ils sont incapables de maintenir un haut niveau d'activité productive et d'emploi sans se heurter à une inflation des prix incontrôlable.

Il semble que nous aurions mieux fait de laisser l'inflation monter encore un peu, comme on l'a fait en Allemagne et au Japon...

**Des voix:** Non, non.

**M. Hales:** ...mais de maintenir un taux plus élevé d'emploi. C'est ce qu'il nous faut. Quand les gens ont des emplois, ils reçoivent des salaires qui sont imposables et les recettes fiscales s'accumulent dans les coffres de l'État, et ainsi de suite. De toute manière, la Commission des prix et des revenus a reçu l'ordre de se dissoudre à la fin de décembre cette année. Quand les commissaires se sont présentés devant le comité avec leurs prévisions budgétaires de \$1,976,000, soit près de 2 millions de dollars, pour financer leur activité jusqu'à la fin de janvier, on a trouvé que les chiffres n'étaient pas réalistes. Le député de Gander-Twillingate (M. Lundrigan) a proposé une motion afin d'y substituer le montant de un dollar. Il y a eu autant de voix pour la motion que contre et le président du comité a dû enregistrer le vote décisif pour que

la Commission reçoive les crédits nécessaires à son fonctionnement jusqu'à la fin de l'année, alors qu'elle devra abandonner la partie.

Maintenant je voudrais dire quelques mots de l'agriculture et en particulier de la situation en Ontario. On parle beaucoup de l'agriculture dans les autres régions de notre grand dominion. Dans la province d'Ontario—et c'est vrai aussi du reste du Canada—le prix des porcs aujourd'hui, par exemple, est inférieur de \$2 les cent livres à celui d'il y a dix ans, et pourtant le cultivateur doit se procurer à des prix bien plus élevés qu'auparavant les engrais, les machines et autre équipement. Qu'a fait le gouvernement au sujet du prix des machines agricoles? Il a dépensé \$1,053,000 pour la Commission royale d'enquête relative aux machines agricoles, mais n'a jamais donné suite à son rapport. Il l'a relégué aux oubliettes. Par ailleurs, cette Commission a coûté à peu près la même somme que la Commission royale d'enquête sur la pilotage et la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Voilà trois exemples de commissions qui ont coûté plus d'un million de dollars et, du moins en ce qui concerne la Commission relative aux machines agricoles, aucune mesure n'a été prise.

Je pourrais énumérer tous les produits agricoles. Nous constatons que les œufs se vendent \$1 les trois douzaines. L'agneau est 10¢ la livre de moins cette année que l'an dernier. Le tabac, une industrie fort importante en Ontario, enregistre les plus bas prix depuis 10 ans. Les dindons n'ont jamais été aussi bon marché. Les poulets à griller se vendent à des prix ridiculement bas. La situation agricole aujourd'hui est en fort mauvaise passe et il faudrait lui accorder plus d'attention que ne le fait le gouvernement actuel. Quant à l'outillage agricole, nous constatons que dans la circonscription de Brantford, l'usine de Massey-Ferguson licencie des milliers de gens. Avec le libre échange en matière d'instruments aratoires, entre le Canada et les États-Unis, il semblerait possible que cette industrie aille s'installer aux États-Unis. Il y a un grand danger que cela arrive.

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais je dois lui dire que son temps de parole est expiré.

**Une voix:** Qu'il poursuive.

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** Le député peut continuer son discours s'il a le consentement unanime de la Chambre. La Chambre y consent-elle à l'unanimité?

**Des voix:** D'accord.

**M. Hales:** Monsieur l'Orateur, je ne veux pas abuser du Règlement en dépassant les 15 minutes octroyées à chaque député et je vais donc essayer de liquider tout de suite mes observations. Avec ces licenciements massifs à Brantford ou dans toute autre ville de l'Ontario, les dépenses occasionnées par les secours sociaux ont pris une telle ampleur que les municipalités sont incapables de les absorber. Elles ne reçoivent aucune aide supplémentaire ou directe d'Ottawa. Des représentants de Toronto sont venus récemment ici demander qu'on les aide à supporter ces frais énormes d'assistance sociale. On les a renvoyés chez eux les mains vides. C'est un très grave problème.